

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

ROUEN, le 13/07/94

6^{ème} bureau

Affaire suivie par Mme GIEL

Réf. : Tél. 35.03.53.95

FG/CG

Rappeler impérativement les références ci-dessus

DOSSIER N° 9200512

R.N.U.R.

SANDOUVILLE

PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

ARRÊTE

LE PREFET,
DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE
PREFET DE LA SEINE-MARITIME
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
--*

VU :

La loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des lois des 16 décembre 1964 (titre 1er) et 19 juillet 1976 précitées,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités que la société R.N.U.R. exercent à SANDOUVILLE,

La demande en date du 2 septembre 1992, par laquelle la REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT, dont le siège social est 8 - 10 Avenue Emile Zola à BOULOGNE BILLANCOURT, a sollicité l'autorisation de procéder à l'extension du poste de conduite portant le nom de code "X 56" dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'avis de la direction départementale des services d'incendie et de secours,

Les rapports de l'inspection des installations classées en date des 27 janvier 1993 et 20 juin 1994,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 9 mars 1993,

Les notifications faites au demandeur les 26 février 1993 et 12 mars 1993

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

CONSIDERANT :

Que le projet susvisé présenté par la société R.N.U.R. ne relève pas de la législation sur les installations classées,

Que, compte tenu de l'environnement immédiat de l'activité, les installations présentent certains risques en matière d'incendie,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions des articles 19 et 20 du décret précité du 21 septembre 1977,

ARRETE :

ARTICLE 1er : La société R.N.U.R., dont le siège social est 8 - 10 Avenue Zola à BOULOGNE BILLANCOURT, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation du poste de conduite dont le nom de code est "X 56" situé dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration dans le délai d'un mois et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne se y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

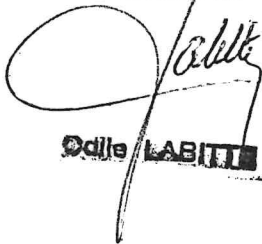
Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 13 JUL. 1994

LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint,
Jean GUILLAUME

Pour ampliation
Le chef de bureau


Odile LABITTE

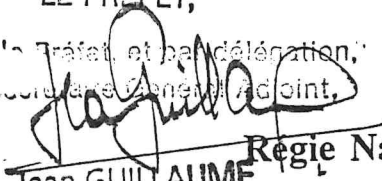
pour être annexé à mon arrêté

en date du :

ROUEN, le : 13 JUL. 1994

LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint,


Jean GUILLAUME
Régie Nationale des Usines Renault à Sandouville

Prescriptions annexées à l'Arrêté Préfectoral du 1994

La Régie Nationale des Usines Renault dont le siège social est situé 27-33 Quai A. Le Gallo 92512 Boulogne Billancourt est tenue pour étendre son poste de conduite portant le nom de code x 56 sur le site de Sandouville de respecter les prescriptions complémentaires suivantes :

1 - Nature des installations et des activités

L'installation envisagée constitue une extension d'environ 300 m² du local dénommé "poste de conduite x56", longeant le pan Ouest du bâtiment C existant, situé sur la zone industrielle de Sandouville.

Elle servira à abriter des pièces destinées aux ateliers.

2 - Conformité du dossier

L'installation est située, installée et exploitée conformément aux plans et documents portés à la connaissance de Monsieur le Préfet de la région Haute-Normandie et du département de Seine-Maritime non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments précités doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3 - Prévention des dangers et nuisances

3.1 Généralités

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

3.2 Sécurité incendie

Outre les mesures déjà décrites dans le dossier porté à la connaissance de Monsieur le Préfet, l'exploitant met en oeuvre la prévention et les moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- 1° - Matérialiser les cheminements d'évacuation du personnel et les maintenir constamment dégagés.

- 2° - Permettre le désenfumage en partie haute, sur l'extérieur par des ouvertures judicieusement réparties (évacuation des fumées, gaz chauds et produits de distillation en cas d'incendie). Si ces ouvertures sont fermées par des châssis, ceux-ci devront s'ouvrir manuellement au moyen de commandes placées près d'une sortie.
- 3° - Installer un dispositif d'alarme, permettant en cas d'incendie d'inviter le personnel à quitter l'établissement.
Ce dispositif sera installé avant le 1er janvier 1996.
Assurer le fonctionnement de ce dispositif à l'aide de commandes judicieusement placées.
- 4° - Peindre ou tout au moins repérer les conduits contenant les fluides conformément à la norme X 08.100.
Signaler de façon bien visible et indestructible les dispositifs de coupure placés sur ces conduits.
- 5° - Maintenir propres les locaux et évacuer les déchets aussi souvent qu'il sera nécessaire.
- 6° - Enfermer les chiffons gras dans des récipients métalliques étanches et les évacuer aussi souvent qu'il sera nécessaire.
- 7° - Afficher bien en évidence et d'une façon indestructible près des appareils téléphoniques reliés au réseau les renseignements relatifs aux modalités d'appel des Sapeurs-Pompiers.